



SPECIAL FRANCE

Marché sensible

Affaire suivie par : Raphaëlle BRUAND - Tél. : 05.57.04.64.36

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO177/2025

Marché n° XXXXXX

**Missions de CSPS pour la construction
d'un bâtiment au CEA CESTA**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par François-Xavier CARBONELL, Chef du Département Appui Opérationnel du CEA CESTA,

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait élection de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit :
15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait élection de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS :	3
ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX	4
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 8 : MODE(S) OPERATOIRE(S) APPLICABLE(S) AUX PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES FORFAITAIRES (POSTE 4) :	5
ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE	5
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES	6
ARTICLE 12 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	7
ARTICLE 13 : PENALITES.....	8
ARTICLE 14 : PROTECTION DU SECRET	9
ARTICLE 15 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....	10
ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	12
ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES MONTANTS	13
ANNEXE 3 : TAUX HORAIRES ET COEFFICIENTS APPLICABLES AU POSTE 4 :	14

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation des missions de coordination de sécurité et protection de la santé dans le cadre de l'opération de construction du Bâtiment de Soutien au Hall d'Expérience sur le centre du CEA CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité réf. CEA/CESTA/DAO DR15/25 du 11/06/2025 signé par les Parties dans sa version applicable,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) réf. CEA/CESTA/DAO DR14/25 du 11/06/2025,
- Le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- Le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A,
- Les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B,
- Les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- Le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- Et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire **réf. XX du XX/XX/XXXX**.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme. Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS :

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le Cahier des Charges référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Poste 1 : Missions de CSPS durant la phase de conception du Bâtiment BSHE
- Poste 2 : Missions de CSPS durant la phase de réalisation du Bâtiment BSHE
- Poste 3 : Missions de CSPS durant la phase de réception du Bâtiment BSHE
- Poste 4 : provision pour aléas, rémunéré sur devis préalables forfaitaires et plafonnée à *(montant défini par le CEA lors de la notification)*

En application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, le CEA CESTA se réserve la possibilité de conclure un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable avec le Titulaire, pour des prestations similaires. La durée pendant laquelle ce nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché initial.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réception par le Titulaire de la notification faite par le CEA (soit T0). Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution.

Le Titulaire s'engage à respecter le calendrier prévisionnel détaillé dans le CCTP référencé ci-avant.

- Poste 1 : Mission de CSPS durant la phase de conception du Bâtiment BSHE
Date prévisionnelle de fin : au plus tard le 30/06/2026
- Poste 2 : Missions de CSPS durant la phase de réalisation du Bâtiment BSHE
Date prévisionnelle de fin : au plus tard le 31/03/2032
- Poste 3 : Missions de CSPS durant la phase de réception du Bâtiment BSHE
Date prévisionnelle de fin : au plus tard le 31/03/2032

La durée totale du présent marché est fixée à 6 ans et 6 mois. A titre indicatif, la durée prévisionnelle des travaux concernés par les missions objet du présent marché est fixée à 4 ans et 6 mois.

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- Comme interlocuteurs techniques :
 - pour le CEA : LEMAITRE Yves Tél : 05.57.04.67.18
 - **pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**
- Comme interlocuteurs commerciaux :
 - pour le CEA : Raphaëlle BRUAND Tél : 05.57.04.64.36
 - **pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations. Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION**7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION**

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses propres locaux ou ceux de son sous-traitant.

Les prestations qui sont réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33), le sont du lundi au vendredi entre 7h30 et 17h30. Pour rappel, l'horaire collectif de travail du CEA/CESTA correspond à la plage horaire 7h55 – 16h35.

7.2 - LIVRABLES ATTENDUS ET REUNIONS DE SUIVI

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges. Les réunions de suivi du présent marché sont détaillées dans le Cahier des charges (réunion de lancement, réunions techniques en phase conception, réunions hebdomadaires et journalières de chantier, etc.).

ARTICLE 8 : MODE(S) OPERATOIRE(S) APPLICABLE(S) AUX PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES FORFAITAIRES (POSTE 4) :

A la survenance d'un besoin ne relevant pas des prestations forfaitaires (Postes 1, 2 et 3), le CEA adresse au Titulaire une Fiche de Modification (FM) qui comprend :

- un Cahier des Charges ou expression de besoin spécifique (comprenant notamment les contraintes d'intervention sur site),
- la désignation du type de prestations et leur volumétrie,
- les délais associés,
- la référence du présent marché,
- le numéro de la FM spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque FM, le Titulaire doit renvoyer par fax ou courrier au plus tard dans les 10 jours ouvrés, l'accusé de réception et la proposition technico-économique associée, basée sur les taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et de peines et soins indiqués en annexe 3 du présent marché. Ce devis peut, le cas échéant, faire l'objet de négociations entre les deux Parties. L'acceptation sans réserves du devis, formalisée dans la FM correspondante signée par le CEA, vaut « bon pour exécution ». Le Titulaire ne peut engager aucune prestation sans devis préalablement et expressément accepté par le CEA, et sa FM afférente signée par le CEA.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

L'opération de réception de chaque poste a lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Chacune d'elle intervient dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA, à l'issue de l'exécution satisfaisante et complète des prestations attendues au titre du poste à réceptionner et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception par poste (cf. modèle en annexe 1).

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir). Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIERES**11.1 - MONTANT DU MARCHÉ**

Le montant total du présent marché s'élève à la somme plafond de **XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations fermes, forfaitaires et révisables (Postes 1, 2 et 3),
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations sur devis du Poste 4 (montant plafond). *Déterminé par le CEA lors de la notification.*

La décomposition des montants par périodes et missions est présentée en annexe 2 du présent marché.

Concernant le Poste 4, les prestations gérées sur devis préalables forfaitaires sont rémunérées sur la base des taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et/ou coefficients de sous-traitance définis en annexe 3 du présent marché.

Le montant indiqué au titre des prestations sur devis préalables forfaitaires n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme sans notification d'un avenant et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

11.2 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

11.3 - REVISION DES PRIX

Les prix proposés au titre du présent marché sont établis aux conditions économiques du **mois XXX 2025 (mois de remise de l'offre)**. Les postes forfaitaires ainsi que les taux horaires applicables aux prestations sur devis (Poste 4), sont révisables annuellement à compter de la date de signature du marché par le CEA.

La mise à jour fait l'objet d'une demande écrite de l'une des Parties, 1 mois avant le démarrage de l'année objet de la révision, faisant ressortir le développement de la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times \frac{ING_t}{ING_0})$$

P_0	Prix initial du marché
P	Prix révisé
ING_0	Index « Ingénierie - ING » publié au bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE (réf. 001711010 du mois de XXX (mois de remise de l'offre))
ING_t	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire

Il appartient au CEA de faire connaître sa position sur la demande de révision de prix émise par le Titulaire.

Dans le cas où l'application de la formule de révision conduirait à une augmentation > à 3% l'an par rapport au prix initial (ou au dernier prix révisé ou à la valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée), le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Les prix ainsi révisés s'appliquent pour l'année considérée.

ARTICLE 12 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

12.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Pour les postes forfaitaires (Postes 1, 2 et 3) :

Le CEA procède au paiement du présent marché, poste par poste, selon l'échéancier suivant :

- 90 % du montant total forfaitaire hors taxes du poste concerné répartis sur situations d'avancement des prestations à l'acceptation sans réserves par le CEA des prestations et livrables attendus au titre dudit poste, formalisée par un procès-verbal.
- 10 % du montant total hors taxes du poste concerné à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception du poste.

Prestations du Poste 4 rémunéré par devis préalables, basés sur les taux horaires et coefficients d'approvisionnements :

Le CEA procède mensuellement au paiement des prestations, selon l'échéancier suivant :

- 100 % du montant total hors taxes des prestations réalisées et réceptionnées sans réserves par le CEA au cours du mois considéré, et facturées sur la base des taux horaires et coefficients d'approvisionnements et/ou coefficients de sous-traitance visés à l'annexe 3 du présent marché.

12.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- Le code service : BOR-D,
- La référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : ***n° de commande SAP / P6xxx***
- L'intitulé du marché,
- La date d'émission de la facture,
- Le libellé exact de l'échéance facturée
- Le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf annexe 2).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix des postes forfaitaires (cf. correspondance SAP en annexe 2) font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- Le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- Le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception). A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation.

ARTICLE 13 : PENALITES

13.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire. En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

13.2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES

En complément des pénalités définies par les CGA, le CEA peut appliquer les pénalités suivantes :

- En cas de non remise des livrables dans les modalités et délais définis dans le Cahier des Charges, dès la deuxième occurrence au cours d'une année contractuelle, une pénalité forfaitaire de 100 € peut être appliquée,
- En cas d'absence à une réunion ou visite prévue par le Cahier des Charges (journalière, hebdomadaire ou autres), dès la deuxième occurrence au cours d'une année contractuelle, une pénalité forfaitaire de 100 € peut être appliquée,
- En cas d'anomalies constatées au Plan d'Assurance Qualité (PAQ), une pénalité forfaitaire de 150 € par manquement peut être appliquée.

Le montant cumulé de l'ensemble des pénalités appliquées ne peut dépasser 20 % du montant total HT du marché.

ARTICLE 14 : PROTECTION DU SECRET

Les dispositions du présent article ne se substituent pas aux dispositions du plan contractuel de sécurité applicable.

Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

14.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

14.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

14.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

14.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

avoir pris connaissance :

- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;

du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;

qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

14.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA**.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

14.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

14.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

14.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Dans la mesure où le marché porte la **mention complémentaire « Spécial France »** au sens de l'IGI 1300, le Titulaire s'engage à s'y conformer, et ce pour toute la durée du marché, et en particulier à n'affecter aux prestations concernées, objets du présent marché, que du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité. Par ailleurs, aucune société de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.

ARTICLE 15 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

15.1 - AUDIT DE MARCHÉ

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

15.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

15.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

15.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA



ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

À compléter, dater, signer par le titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0						
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)										

PROCES-VERBAL DE :	<input type="checkbox"/>	Réception
	<input type="checkbox"/>	Constat d'approvisionnement
	<input type="checkbox"/>	Contrôle sur lieu de fabrication
	<input type="checkbox"/>	Montage sur site
	<input type="checkbox"/>	Mise en service industriel
	<input type="checkbox"/>	Essais
	<input type="checkbox"/>	Réception provisoire (produits informatiques uniquement)
	<input type="checkbox"/>	Réception définitive (produits informatiques uniquement)
	<input type="checkbox"/>	Avancement

Prononcé(e) sans réserves ¹	<input type="checkbox"/>																				
Prononcé(e) avec réserves ¹	<input type="checkbox"/>	Motifs et énoncé des réserves :																			
		Les réserves devront être levées avant le : <table><tr><td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td></tr></table>												/			/	2	0		
		/			/	2	0														
Acceptation en dérogation	<input type="checkbox"/>	Date demande de dérogation : <table><tr><td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td></tr></table>												/			/	2	0		
		/			/	2	0														
Refusé ¹	<input type="checkbox"/>	Motifs du refus																			

Observations :

Montant à facturer en € HT									,				€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	---

POUR LE CEA													
Nom et prénom du prescripteur / Unité	Date			/			/	2	0				
	Signature :												
POUR LE TITULAIRE													
Nom et prénom et qualité	Date			/			/	2	0				
	Signature :												



ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES MONTANTS

N° SAP du poste	Poste concerné	Montant associé <i>En € HT</i>	Echéancier de paiement	Terme de paiement et réception
10	Poste 1 : Mission de CSPS durant la phase de conception		Jusqu'à 90% du poste :	30/06/2026
20	Poste 2 : Missions de CSPS durant la phase de réalisation		Mensuel, à l'avancement	31/03/2032
30	Poste 3 : Missions de CSPS durant la phase de réception		10% du poste à sa réception	31/03/2032
40	Poste 4 : provision pour aléas (rémunérés sur devis préalables)	<i>Déterminé par le CEA lors de la notification</i>	A réception de chaque FM	31/03/2032
50	Provision pour révision de prix Poste 2			31/03/2032
60	Provision pour révision de prix Poste 3			31/03/2032

ANNEXE 3 : TAUX HORAIRES ET COEFFICIENTS APPLICABLES AU POSTE 4 :

